

69201

N. 520



**Vérifier à l'audition**

**«Assurer le développement durable en Afrique»**

**Discours**

**de**

**M. K.Y. Amoako,**

**Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA)**

**à la soixante-seizième session ordinaire du Conseil des ministres  
de l'Organisation de l'unité africaine (OUA)**

**4 juillet 2002  
Durban (Afrique du Sud)**

Excellence, M. Amara Essy, Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine  
Messieurs les Ministres,  
Mesdames et Messieurs,

C'est la douzième fois que j'ai l'honneur de m'adresser à votre auguste assemblée et certains d'entre vous sont peut-être en train de se dire «encore lui!».

Toutefois, c'est toujours pour moi un immense privilège que de m'adresser à vous et je n'y vois jamais quoi que ce soit de routinier, encore moins en cette année extraordinaire.

Lorsque j'ai pris la parole devant vous, l'année dernière à Lusaka, je vous ai présenté les concepts proposés par la Commission économique pour l'Afrique en vue de réformer les relations du continent avec ses donateurs. Je vous ai alors dit combien cette réforme était nécessaire pour faire face à de nombreuses crises: la crise du commerce, la crise de la dette, la crise du VIH/SIDA et la crise du développement.

En fait, cette année est certainement la plus chargée que nous ayons eu depuis longtemps en ce qui concerne les problèmes de développement de l'Afrique. Encore faut-il qu'elle soit aussi féconde.

Peu après l'attaque contre le World Trade Center, le Premier Ministre du Royaume-Uni, Tony Blair, a déclaré que le monde devait réagir, entre autres, en luttant contre la pauvreté. Il a alors souligné que le G-8 aurait la possibilité de le faire à l'occasion de la Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce à Doha, de la Conférence des Nations Unies sur le financement du développement à Monterrey, du Sommet du G-8 au Canada et du Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg.

Où en sommes-nous depuis lors?

A Doha, l'excellente préparation du Groupe des ambassadeurs africains de Genève, sous la direction de la République-Unie de Tanzanie, a porté ses fruits. Un cycle de développement de trois ans concernant les négociations sur les réductions tarifaires a été mis en place. Le Cycle d'Uruguay, lui, avait duré huit ans.

Des résultats qui favoriseront notre développement ont été obtenus en ce qui concerne les questions de santé publique et les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC). Des progrès ont aussi été faits dans le domaine du commerce des produits agricoles. Ils ont hélas été suivis d'un sérieux dérapage puisque le Gouvernement des Etats-Unis a octroyé d'importantes subventions aux riches agriculteurs américains. En revanche, nous n'avons guère avancé pour ce qui est des textiles. Il reste aussi à régler le problème des normes relatives à l'environnement et à l'hygiène. Nous n'avons pas beaucoup avancé en ce qui concerne les droits sur les produits industriels, mais nous avons, en revanche, progressé sur la question du renforcement des capacités, qui figurera désormais au programme de travail. Doha a donc donné des résultats mitigés, mais certainement bien meilleurs que ceux de nombreuses réunions précédentes de l'OMC. Doha, c'était, sans aucun doute, la promesse d'aller encore de l'avant à l'occasion de la Conférence de Monterrey.

D'autres avancées ont été enregistrées à Monterrey. J'ai été particulièrement impressionné, en écoutant les déclarations des dirigeants des pays développés et en voie de développement, de constater qu'ils étaient unanimes sur un point: la bonne gouvernance devait être la priorité absolue des pays en développement, dont les économies devaient être intégrées dans le système mondial. Tous jugeaient nécessaire d'améliorer la qualité de l'aide et de mobiliser davantage de ressources. Selon les experts, 50 milliards de dollars étaient requis pour atteindre les objectifs de développement du Millénaire.

L'Union européenne et les Etats-Unis se sont engagés à augmenter le niveau de leur aide pour la faire passer chaque année à 12 milliards de dollars au total. Douze milliards, par rapport à l'objectif de 50 milliards, c'est, tout comme à Doha, un succès limité, mais aussi un renversement de tendance en matière d'aide. Il fallait encore décider quelle part de cette augmentation reviendrait à l'Afrique.

La réponse à cette question, nous l'avons eue la semaine dernière lorsque les dirigeants du G-8 ont décidé que l'Afrique, pour peu qu'elle réalise de bonnes performances, pourrait bénéficier de la moitié de cette somme, ce qui nous ramènerait aux niveaux d'aide de 1990.

Le G-8 a adopté un plan d'action pour l'Afrique en vue d'appuyer le NEPAD. Chacun des pays membres du Groupe établirait des partenariats renforcés avec les pays, -je cite- *«qui se conforment aux engagements du NEPAD»* -fin de citation. Le G-8 a fixé un objectif d'admission en franchise et d'accès hors quotas pour tous les produits originaires des pays les moins avancés, dont un grand nombre sont des pays africains. Il a aussi décidé de mobiliser un milliard de dollars pour boucler le financement du fonds fiduciaire en faveur des pays pauvres très endettés et d'accorder plus de dons aux pays les plus pauvres et les plus vulnérables.

Sur les questions de paix, des mesures concrètes ont été prises. Le G-8 a décidé, avec l'encouragement actif du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Kofi Annan, d'appuyer davantage les efforts entrepris pour apporter la paix dans la République démocratique du Congo et au Soudan et pour consolider la paix en Angola et en Sierra Leone au cours de l'année prochaine. Les dirigeants du G-8 ont aussi décidé d'agir conjointement pour apporter un appui au développement après les conflits dans la région de Grands Lacs et au Soudan, et de créer des groupes de contact avec l'Organisation des Nations Unies et d'autres partenaires en vue de résoudre certains conflits en Afrique. Ils ont également décidé de finaliser en 2003 un plan élaboré conjointement avec l'Afrique en vue de la mise en place des capacités africaines destinées à assurer des opérations de soutien à la paix, y compris au niveau régional. Des perspectives prometteuses ont donc été ouvertes.

Enfin, le G-8 a décidé de faire le point de l'exécution de son plan à l'occasion de sa prochaine session.

Comme celles de Doha et de Monterrey, la réunion du G-8 n'a donc pas satisfait toutes nos demandes, mais elle a abouti à des progrès tangibles.

La prochaine étape sera le Sommet mondial sur le développement durable qui se tiendra à la fin du mois prochain à Johannesburg.

Ce sommet est destiné à accélérer, d'une part, la mise en œuvre du programme sur l'environnement, établi il y a dix ans lors du Sommet de Rio et, d'autre part, la réalisation des objectifs de développement du Millénaire pour le développement humain, adoptés à l'occasion du Sommet du

Millénaire. Le développement durable c'est, en substance, la complémentarité entre le bien-être de l'homme et la bonne gestion des ressources naturelles.

Les enjeux de ce sommet sont d'une grande importance car en Afrique, plus que partout ailleurs, les problèmes qui se posent dans ce domaine sont particulièrement aigus.

Si la tendance actuelle se poursuit, seuls dix pays africains atteindront les objectifs de développement du Millénaire arrêtés dans les domaines de la lutte contre la pauvreté, de l'éducation ou encore de la santé. Dans de nombreux pays africains, le VIH/SIDA épuise notre ressource la plus précieuse, les hommes. Ici, en Afrique australe, les funérailles des victimes de la pandémie se succèdent jour après jour en un cortège lugubre. Déjà, tout indique que l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique centrale et le nord-est de l'Afrique sont sur le point de connaître la crise que vivent l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe.

Nous déplorons aussi d'autres gâchis. Depuis des temps immémoriaux, les hommes ont toujours légué à leurs descendants un environnement porteur de promesses d'avenir. Si la situation que nous connaissons aujourd'hui devait persister, nos enfants hériteraient d'un milieu bien appauvri et de perspectives bien plus sombres.

Au cours des 50 prochaines années, le climat se réchauffera d'un degré en Afrique, ce qui fera chuter les précipitations de 10% en Afrique australe et dans la corne de l'Afrique et de 15% dans le Sahel, déjà si éprouvé par la sécheresse. Si la tendance actuelle se poursuit, la superficie de nos forêts diminuera de 25% au cours des 50 prochaines années. Les populations vivant dans les plaines côtières devront se déplacer face à la montée des océans. Les changements climatiques ne sont pas une vue de l'esprit. Récemment, un bloc de glace, trois fois plus grand que l'île Maurice, s'est détaché de l'Antarctique.

Ces évolutions sont perceptibles mais il est possible de les ralentir et, dans bien des cas, de renverser la tendance. Le Secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan, souligne que des accords de fond ont déjà été conclus et qu'il nous reste à établir des partenariats et à prendre d'autres mesures pour conserver notre environnement.

Les pays riches devraient financer la mise en œuvre accélérée des grands accords conclus ces dernières années sur le climat, la désertification et la biodiversité. Principaux pollueurs et cause essentielle des changements climatiques, ils se doivent d'en répondre. J'estime à cet égard que les pays les plus riches doivent s'engager à appuyer l'Accord de Kyoto et d'autres accords tout aussi fondamentaux.

Quant aux Africains, ils ont leur part des efforts à accomplir pour enrayer les dégâts très importants faits à l'environnement dans des domaines tels que:

- L'eau, dont 14 de nos pays manquent actuellement de manière chronique;
- La désertification;
- Le déboisement;
- La dégradation des sols, qui compromet rapidement notre capacité à produire nos propres denrées alimentaires. Je dois noter que, d'après un important rapport de la CEA à paraître le mois prochain, l'Afrique devra s'appuyer, pour sa production vivrière, sur la révolution génétique afin, notamment, de préserver ses sols.

Notre forte croissance démographique pèse lourdement sur nos maigres ressources et est à l'origine des tendances négatives en matière d'environnement.

Le Sommet de Johannesburg doit susciter différentes séries d'actions que les pays riches comme les pauvres entreprendront pour contribuer à un monde durable.

Et après Johannesburg? Pour l'année prochaine, je formule quelques observations, pour vous et vos chefs d'Etat.

La première concerne le NEPAD. Plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) estiment que le G-8 ne nous a offert que des miettes. A certains égards, je suis moi aussi déçu. Mais je ne suis pas découragé pour autant. En effet, le NEPAD vise avant tout à ce que l'Afrique s'approprie son développement, le prenne en main, en rende compte et en soit tenue responsable. L'objectif du NEPAD n'est pas de quémander davantage. A cet égard, le Président du Nigéria, M. Olusegun Obasanjo et le Premier Ministre du Royaume-Uni, M. Tony Blair, ont fait remarquer à juste titre que la réunion du G-8 était un nouveau départ non pas un aboutissement. La porte reste ouverte et les discussions continuent. Mais en fin de compte, l'une des devises du NEPAD pourrait être «Le NEPAD, c'est nous».

Nous devons tous nous atteler à cette entreprise de longue haleine et mettre en œuvre le NEPAD, qui est notre plan.

Deuxièmement, l'essentiel du NEPAD, son succès et son originalité sont liés à la bonne gouvernance. Le Comité des chefs d'Etat et de gouvernement chargé de la mise en œuvre du NEPAD a fait d'importantes recommandations dans sa «Déclaration sur la démocratie, la gouvernance politique, économique et des entreprises» qu'il présentera au Sommet. Pourquoi prendre cette Déclaration au sérieux? Parce que nos intérêts priment sur ceux des autres. Il est évident que la démocratie va de pair avec une forte croissance et que la bonne gouvernance est synonyme de très forte croissance. Cela est aussi vrai pour les pays riches en ressources que pour les pays les moins nantis.

La Déclaration sur la démocratie et la gouvernance est une déclaration ambitieuse et de grande portée. Sa mise en œuvre sera difficile. Le Comité chargé de la mise en œuvre du NEPAD recommande de mettre en place un mécanisme africain d'évaluation par les pairs qui évaluerait périodiquement l'état de la gouvernance politique, économique et des entreprises dans les Etats membres. Ce mécanisme assurerait un contrôle autonome de l'action collective et favoriserait l'échange d'expériences. Il est avant tout conçu pour les Africains.

S'il est mis en œuvre avec professionnalisme et intégrité, il permettra d'instaurer la confiance de la population envers les institutions et mécanismes étatiques. Il est essentiel pour utiliser au mieux nos maigres ressources publiques. Il contribuera à créer un environnement propice pour le secteur privé et pourrait amener ce secteur à débloquer des ressources pour réaliser la croissance économique et aider à éradiquer la pauvreté. En démontrant que les Africains ont la volonté politique de respecter les codes et normes de gouvernance convenus d'un commun accord, le mécanisme d'évaluation par les pairs africains contribuera pour beaucoup à mettre en place des partenariats efficaces avec la communauté internationale.

La CEA a travaillé en collaboration étroite avec le Comité directeur et le Secrétariat du NEPAD sur un certain nombre de questions essentielles concernant la conception du NEPAD, notamment l'évaluation par les pairs et la gouvernance. Nous nous engageons à apporter un soutien et une assistance indéfectibles et durables à cet égard dans le cadre du rôle qui nous sera confié par le mécanisme africain d'évaluation par les pairs.

Troisièmement, même si, jusqu'ici, les discussions n'ont pas permis de mobiliser beaucoup de ressources financières pour les priorités identifiées par le NEPAD, nos gouvernements, les donateurs et le secteur privé manifestent suffisamment d'intérêt pour que le NEPAD puisse être lancé. Encourageons certains investissements publics et privés pratiques et réalisables et disons qu'il s'agit d'une période probatoire pour le NEPAD. Il importe de se mettre à la tâche. Nous pouvons essayer les mécanismes du NEPAD pour les améliorer avec l'expérience. Nous pouvons devenir plus crédibles en prenant des mesures concrètes.

Quatrièmement, nous devons prendre au sérieux le processus de dialogue établi par le G-8. En fait, nous ne devons épargner aucun effort pour que l'Afrique reste en permanence à l'ordre du jour du G-8. Nous devons continuer à collaborer avec nos amis du G-8 qui considèrent le problème de l'Afrique comme une question clef. Mais nous ne devons pas oublier pour autant nos partenaires qui ne sont pas membres du G-8, tels que les Pays-Bas, la Suède et la Norvège qui, en pourcentage, fournissent plus d'APD et figurent parmi les principaux partenaires de l'Afrique.

Cinquièmement, je voudrais souligner qu'en ce qui concerne le SIDA, nous devons agir en tant que communauté. Il y va de notre survie. Au niveau politique, en tant que région, nous n'avons pas encore accordé au SIDA la priorité qu'il mérite. Notre prochain Sommet et le Sommet de Johannesburg seront l'occasion rêvée pour redresser cette situation. Les programmes de planification démographiques qui encourageront les petites familles sauveront des vies qui, autrement, seraient fauchées par le VIH/SIDA. Ils réduiront en outre la pression exercée sur nos ressources.

Le Fonds mondial pour la lutte contre le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose est actuellement surchargé de propositions mais il doit être substantiellement réalimenté pour sauver des millions d'êtres humains d'une mort certaine. Je vous demande instamment de nous aider à plaider cette cause en toute franchise.

Je voudrais en dernier lieu revenir à notre Union africaine. En mars dernier, la CEA, en coopération avec l'OUA, a organisé deux réunions successives pour aider à définir les priorités de l'intégration régionale. Il s'agissait d'un Colloque sur l'Union africaine organisé par l'Inter Africa Group et du Forum pour le développement de l'Afrique (ADF), auquel ont participé 1000 responsables des secteurs publics et privés ainsi que des organisations à but non lucratif de l'Afrique. Tous vos pays étaient représentés au Forum par des délégations officielles dont plusieurs étaient conduites par des ministres. Je suis très heureux que les conclusions de ces réunions aient été prises en compte dans l'élaboration des recommandations que mes collègues et mon cher frère, le Secrétaire général de l'OUA, vous ont présentées pour l'Union africaine. La CEA tient à l'Union africaine et elle n'épargnera aucun effort pour en faire un succès.

Mesdames et Messieurs les ministres,  
Mesdames et Messieurs,  
Chers Collègues,

Alors que s'achève une série de réunions internationales qui ont consacré le renforcement de la solidarité avec l'Afrique, nous entrons dans une nouvelle ère de solidarité interne. En cette période fascinante et cruciale, le programme est devenu très complexe et la tâche des ministres s'en trouve d'autant plus ardue. Mes collègues de la CEA et moi-même sommes à votre service.

Je vous adresse tous mes vœux de réussite pour vos importantes délibérations.

Je vous remercie.